

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

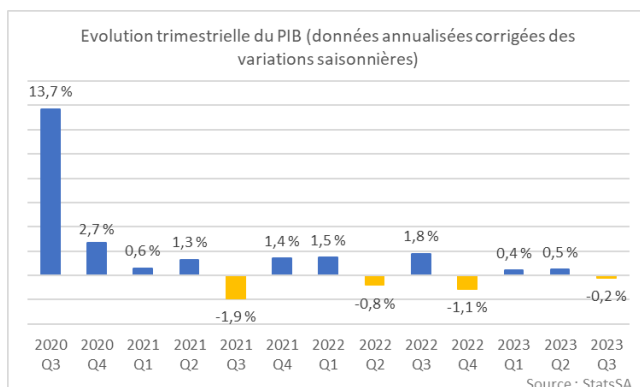
Une publication du SER de Pretoria
Semaine du 4 et du 11 décembre 2023

LE CHIFFRE A RETENIR

-0,2%

Taux de croissance en Afrique
du Sud au T3 2023 (StatsSA)

Zoom sur la croissance du troisième trimestre en Afrique du Sud



Selon l'Agence nationale de statistiques (StatsSA), le PIB s'est contracté de 0,2% au cours du troisième trimestre de l'année 2023 (évolution trimestrielle corrigée des variations saisonnières), après une progression de 0,5% au trimestre précédent (donnée révisée à la baisse de 0,1 point par rapport à la publication initiale de septembre).

Le recul de l'activité était anticipé, et son ampleur est même légèrement inférieure aux projections des observateurs (-0,3% selon Bloomberg). Sur les neuf premiers mois de l'année, le PIB est ainsi en hausse de 0,3% par rapport à la

même période de l'année précédente (janvier-septembre 2022). Cinq secteurs sur dix ont enregistré une baisse de leur activité au cours du trimestre, notamment l'agriculture (-9,6%, soit une contribution négative de 0,3 point à la croissance), le secteur manufacturier (-1,3%, soit -0,1 point) et le BTP (-2,8%, soit -0,1 point). A l'inverse, le secteur tertiaire a résisté, notamment les secteurs des transports (+0,9%, soit +0,1 point), de la finance (+0,5%, soit +0,1 point) et des services personnels (+0,6%, soit +0,1 point). Par ailleurs, la production « d'électricité, gaz et eau » a progressé sur la période (+0,2%), mettant fin à cinq trimestres consécutifs de contraction – en lien avec la hausse de la consommation électrique reflétant l'atténuation des délestages.

Du point de vue de la demande, l'investissement a été le principal contributeur à la baisse de l'activité (-3,4% soit -0,5 point, en lien avec la forte diminution des investissements dans les infrastructures de transports et les machines industrielles et équipements), suivie de la consommation des ménages (-0,3% soit -0,2 point, en lien avec la détérioration du pouvoir d'achat dans un environnement caractérisé par des taux d'intérêt élevés). Cette mauvaise performance reflète principalement les difficultés logistiques et d'approvisionnement en électricité qui continuent d'entraver fortement l'activité. La croissance sur l'ensemble de l'année 2023 devrait rester atone en Afrique du Sud et atteindre moins de 1% (0,9% selon les dernières projections du FMI).

Sommaire :

Afrique du Sud

- Visite d'Olivier Becht, Ministre français délégué au Commerce Extérieur et aux Français de l'Étranger, en Afrique du Sud
- Un changement de régulation en Afrique du Sud porteur d'un espoir d'amélioration sur le sujet des visas de travail (*Engineering news*)
- Le Ministre de l'Électricité Ramogkopa confirme l'ouverture prochaine d'un appel d'offres pour 2,5 GW de capacités nucléaires (*Engineering news*)
- A l'issue d'une procédure de près d'un an, Dan Marokane est désigné comme nouveau PDG d'Eskom (*Engineering news*)
- Le gouvernement sud-africain sélectionne trois projets de systèmes de stockage d'énergie par batterie d'EDF Renouvelables lors d'un appel d'offres public
- Les productions manufacturière et minière repartent à la hausse (*StatsSA*)
- Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence (DTIC) publie un livre blanc sur les véhicules électriques (*DTIC*)
- PetroSA vise à conclure un accord d'investissement pour une raffinerie de GTL (*gas to liquids*) avec GazpromBank (*Engineering news*)
- L'inflation ralentit à 5,5% au mois de novembre (*StatsSA*)
- L'économie a créé 31 000 emplois au troisième trimestre (*StatsSA*)

Botswana

- La banque centrale abaisse son taux directeur de 0,25 point à 2,4% (*Bank of Botswana*)
- Ouverture d'un centre de données Orange à Gaborone (*Orange*)

Namibie

- Le FMI conclut sa mission annuelle dite « article IV » (*FMI*)

Zambie

- La *Bank of Zambia* modifie la méthode d'émission des bons du Trésor (*Bank of Zambia*)

Zimbabwe

- Potentielle découverte de gisements de gaz au Zimbabwe (*MoneyWeb*)

Afrique du Sud

Visite d'Olivier Becht, Ministre français délégué au Commerce Extérieur et aux Français de l'Étranger, en Afrique du Sud

Lors de son premier déplacement en Afrique du Sud, le Ministre délégué Olivier Becht s'est rendu au Cap le 4 décembre, puis à Pretoria et Johannesburg le 5 décembre. A l'occasion de cette visite, le Ministre délégué a pu aller à la rencontre des communautés françaises et constater le dynamisme de celles-ci, y compris dans le domaine économique (visite des sites de Saint-Gobain à Johannesburg, de réseau Jade au Cap et du Gautrain opéré par RATP Développement entre Johannesburg et Pretoria) et de l'entrepreneuriat (échange avec la communauté French Tech du Cap, lancement de la communauté Afrique-France Entrepreneurs). Cette visite a aussi permis à Olivier Becht de s'entretenir avec son homologue, le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Concurrence Ebrahim Patel. Cet entretien a permis de soulever les questions relatives au commerce international et d'exprimer le soutien de la France à l'accélération des réformes en cours en Afrique du Sud, afin de répondre aux difficultés opérationnelles (logistiques, énergétiques) et réglementaires (visas, barrières commerciales) rencontrées par les investisseurs français. Par ailleurs, le Ministre délégué a également rencontré le maire du Cap Geordin Hill-Lewis afin de soutenir le renforcement des coopérations au niveau local dans différents secteurs.

Un changement de régulation en Afrique du Sud porteur d'un espoir d'amélioration sur le sujet des visas de travail (Engineering news)

Depuis des années, l'économie sud-africaine souffre du manque de visas de travail accordés aux ressortissants étrangers. Cela engendre beaucoup de frustrations auprès des investisseurs, dont de nombreuses entreprises françaises, qui emploient généralement une majorité de talents locaux mais nécessitent également de positionner certains cadres expatriés pour transférer certaines compétences-clés et assurer une communication optimale avec leur siège. Actuellement, les

visas de travail peuvent prendre des années avant d'être délivrés quand ils ne sont tout simplement pas refusés sans aucune explication. En effet, entre 2014 et 2021, seuls 25 298 visas de travail qualifiés ont été approuvés, selon un rapport préparé pour la présidence. Plus de la moitié des demandes ont été rejetées, notamment en raison d'erreurs dans le processus de demande complexe et de l'incapacité du ministère de l'Intérieur à les traiter. C'est pourquoi la nouvelle de la signature cette semaine par M. Aaron Motsoaledi, le ministre sud-africain de l'Intérieur, de modifications à la réglementation sur les permis de travail a été accueillie avec enthousiasme. Ces modifications devraient être basées sur un système à points inspiré d'une étude faite cette année par le Bureau de la Présidence sur le sujet. Les modifications seront publiées au journal officiel dans les prochains jours et soumises à l'avis du public. Selon la loi sud-africaine, trente jours sont ensuite accordés pour permettre au public de formuler des commentaires avant que les changements ne soient adoptés.

Le Ministre de l'Électricité Ramokgopa confirme l'ouverture prochaine d'un appel d'offres pour 2,5 GW de capacités nucléaires (Engineering news)

Le Ministre de l'Électricité, M. Kgosientsho Ramokgopa, a déclaré mardi 12 décembre 2023 que le gouvernement allait entamer le processus d'appel d'offres pour la construction de 2 500 MW d'énergie nucléaire, pour une mise en service en 2032 ou 2033. M. Ramokgopa a expliqué que l'énergie nucléaire devait prendre une place plus importante dans le mix énergétique sud-africain (actuellement 5%) car c'est selon lui l'énergie "la moins chère (0,60 ZAR/kWh), la plus fiable et la plus propre" qui peut fournir l'énergie de base dont les énergies renouvelables ont besoin pour assurer leur stabilité. L'appel d'offre doit être publié en mars 2024 et sera, selon M. Ramokgopa, transparent et ouvert. Ce dernier a reçu le feu vert du National Energy Regulator of South Africa (NERSA) et devrait être ouvert à différentes technologies : réacteurs de puissance, à eau pressurisée ou petits réacteurs modulaires (SMR) notamment. Enfin, l'exploitation de la future centrale reviendra à Eskom,

laissant la conception et la construction au vainqueur de l'appel d'offres selon un modèle « *engineering, procurement, and construction* » (EPC). Selon la vision du gouvernement, cette augmentation devrait permettre de compenser le déclin du parc de centrales thermiques vieillissantes d'Eskom et d'accroître la puissance installée nucléaire actuelle (1800MW à Koeberg). Les détails sur la future place de l'énergie nucléaire dans le mix énergétique sud-africain seront publiés prochainement dans l'Integrated Resource Plan (IRP) 2023. Ce dernier a été approuvé par le gouvernement et devrait contenir un calendrier révisé pour le démantèlement des centrales à charbon vieillissantes d'Eskom sur le court-terme et une stratégie long-terme de décarbonation de l'économie. De nombreux analystes doutent cependant de la viabilité technique et financière du programme nucléaire sud-africain, et de la capacité d'Eskom à le mettre en œuvre, compte tenu de l'ampleur de la crise énergétique que traverse actuellement le pays.

A l'issue d'une procédure de près d'un an, Dan Marokane est désigné comme nouveau PDG d'Eskom (*Engineering news*)

M. Dan Marokane a été nommé nouveau PDG d'Eskom vendredi 8 décembre et prendra ses fonctions au plus tard le 31 mars 2024. La date définitive sera annoncée une fois qu'il aura trouvé un accord avec le groupe agricole Tongaat-Hulett, dont il est actuellement président intérimaire. Le poste était vacant depuis février dernier lorsqu'André de Ruyter avait brusquement quitté son poste à la suite d'une interview télévisée explosive où il s'était exprimé sur la corruption et l'état de déliquescence avancé de l'entreprise publique. M. Marokane a précédemment dirigé la branche *Group Capital d'Eskom* (2010 à 2015), avant la restructuration de l'entreprise. Il fut également membre du conseil d'administration d'*Eskom Roshcon* (filiale d'*Eskom Enterprises Division*, qui se concentre sur le développement des infrastructures et la gestion des déchets dans toute l'Afrique subsaharienne) et *Rotek Industries* (fourniture des services de construction, de maintenance et de transport pour soutenir les opérations d'Eskom). En 2015, M. Marokane avait été

évincé d'Eskom lors de la « capture de l'Etat » menées au sein d'Eskom durant la présidence Zuma selon la conclusion du rapport Zondo. Cette suspension s'inscrivait alors dans une vague de licenciements de plusieurs cadres de haut rang.

Le gouvernement sud-africain sélectionne trois projets de systèmes de stockage d'énergie par batterie d'EDF Renewables lors d'un appel d'offres public

Dans le cadre d'un appel d'offres public (*BESIPPPP*), le ministre des ressources minérales et de l'énergie, M. Gwede Mantashe, a sélectionné trois projets d'EDF Renewables pour le développement de systèmes de stockage d'énergie par batterie (*BESS*) dans la province du Northern Cape. Un quatrième, porté par l'entreprise norvégienne *Scatec*, a également été retenu ce qui porte la valeur totale des projets à 10 milliards de rands. Selon M. Mantashe, ces quatre projets sont censés être achevés en juin 2024. Les projets choisis d'*EDF Renewables* sont *Oasis Aggeneis* (77 MW), *Oasis Mookodi* (77 MW) et *Oasis Nieuwehoop* (103 MW) et seront déployés sur des sites de sous-stations sélectionnés par Eskom à Aggeneis, Mookodi et Nieuwehoop respectivement. Le projet Mogobe BESS (103 MW), dirigé par *Scatec*, sera développé sur la sous-station de Ferrum. Afin de mener à bien ces projets, EDF Renewables s'associe à plusieurs partenaires locaux *Mulilo*, *Pele Energy Group* et *GIBB-Cred* (BEE).

Les productions manufacturière et minière repartent à la hausse (*StatsSA*)

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsSA*), la production manufacturière a augmenté de 2,1% en glissement annuel au mois d'octobre, après un recul de 4,1% au mois précédent. Le rebond, plus important qu'escompté, est porté par l'industrie pétrolière et chimique (+7,8%, soit une contribution positive de 1,5 point) et par le secteur automobile (+6%, soit +0,6 point). A l'inverse l'industrie agroalimentaire s'est contractée sur la période (-4,3%, soit -1 point). Cependant, les perspectives du secteur demeurent limitées selon les

analystes, en raison du faible niveau de la demande intérieure et de la persistance des contraintes logistiques et d'approvisionnement en électricité. [En parallèle et contre toute attente, la production minière a progressé de 3,9% sur la période, après trois mois de recul consécutifs.](#) Ce rebond s'explique notamment par le dynamisme de la production des métaux du groupe platinoïde (+16,0%, soit +4 points), des minerais de manganèse (+8,9%, soit +0,7 point) et du chrome (+13,8%, soit +0,6 point). L'industrie continue toutefois d'être affectée par la faible demande chinoise, qui tire les cours des matières premières exportées par l'Afrique du Sud à la baisse.

Le Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Concurrence (DTIC) publie un livre blanc sur les véhicules électriques (DTIC)

[Publié le 4 décembre dernier, le *Electric Vehicles White Paper* décrit la voie à suivre pour permettre la transition de l'industrie automobile sud-africaine de la production de véhicules à moteur à combustion interne \(MCI\) à une double plateforme qui inclut également les véhicules électriques dans la production et la vente d'ici à 2035.](#)

Le pays est en retard dans le domaine par rapport à la plupart des pays industrialisés et cette initiative est donc nécessaire et bienvenue pour le secteur. Seize mesures sont mises en avant dans le document afin de permettre cette transition dont dix pour le développement d'une industrie de véhicules électriques. La temporalité de ces différentes mesures illustre la volonté du gouvernement de prioriser, dans un premier temps le développement des capacités exportatrices du pays en soutenant l'émergence d'une base productive locale. Le but premier de ces politiques est de faire émerger progressivement une chaîne de valeur locale compétitive pour l'industrie de véhicules électriques (assemblage, composants, batteries) afin de maintenir les parts de marché de l'Afrique du Sud à l'export, dans un contexte de transition du secteur, accéléré par l'arrêt des ventes de véhicules thermiques programmé en Europe en 2035. En 2022, 63% des véhicules produits en Afrique du Sud étaient destinés à l'exportation, dont 72,7% vers l'Europe. Les six mesures destinées à soutenir la

consommation locale ne devraient intervenir que dans un second temps, compte tenu des difficultés internes, dues notamment au manque d'infrastructures de recharge et à la crise du réseau électrique. Le gouvernement fait également face à un manque de ressources financières, qui rend difficilement envisageable, du moins à court terme, toute politique incitative destinée à compenser l'écart de prix à l'achat entre véhicules thermiques et électriques. Les fonds alloués à ces politiques seront annoncés en février 2024, sachant qu'il faudra y ajouter une partie des financements liés à la *Just economic transition* (JET-P), une initiative internationale dont fait partie la France, puisque le développement des véhicules électriques y est un des trois objectifs prioritaires afin d'accompagner la transition énergétique de l'Afrique du Sud. Enfin, M. Patel, ministre du Commerce, a déclaré à la suite de la publication du document, que la production de véhicules électriques en Afrique du Sud pourrait commencer dès 2026, comme l'indiquent les engagements pris par son ministère avec divers fabricants d'équipements d'origine (OEM) lors de la finalisation du document.

PetroSA vise à conclure un accord d'investissement pour une raffinerie de GTL (gas to liquids) avec GazpromBank (Engineering news)

[La société publique sud-africaine PetroSA vise à prendre une décision finale d'investissement \(FID\) d'ici avril 2024 sur un projet conçu pour soutenir la reprise de la production de la raffinerie GTL, à l'arrêt depuis novembre 2020, de Mossel Bay \(Western Cape\).](#) L'entreprise a reçu le soutien du gouvernement sud-africain pour son choix de la banque russe *GazpromBank Africa* en tant que partenaire d'investissement du projet (environ 3,7 Mds ZAR- 180 M EUR) lors d'une réunion spéciale tenue le 8 décembre. Il a été révélé que, bien que 20 entreprises aient soumis des offres, les critères d'évaluation utilisés par *PetroSA* ont entraîné la disqualification de toutes les entreprises, à l'exception de *GazpromBank Africa*. Les raisons de la disqualification des 19 autres entreprises n'ont pas été explicitées. La sélection de *GazpromBank Africa* est intervenue après que *PetroSA* a lancé, en janvier 2023, un

appel d'offres auprès de partenaires potentiels susceptibles d'offrir une solution clé en main, comprenant le financement et la sécurité des matières premières, pour remettre en état, modifier et moderniser l'installation désaffectée. Ce projet s'explique notamment par l'exploration de gisements off-shore au large de Mossel Bay, où TotalEnergies explore notamment les champs de Brulpadda et Luiperd. Pour rappel, *GazpromBank* est sous le coup de sanctions occidentales depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022. *PetroSA* estime cependant que l'accord n'entraînera pas de sanctions occidentales supplémentaires et que le projet serait « essentiel à la sécurité énergétique » de l'Afrique du Sud.

L'inflation ralentit à 5,5% au mois de novembre (StatsSA)

Selon l'agence nationale de statistiques (*StatsSA*), l'inflation des prix à la consommation (CPI) a atteint 5,5% sur un an au mois de novembre, après 5,9% en octobre. L'indicateur ralentit après trois mois de hausse, se maintenant dans la fourchette cible de la Banque centrale (3-6%). Les principaux postes contributeurs à la hausse des prix sont les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+9%, soit une contribution positive de 1,6 point), dans un contexte marqué par des tensions sur les chaînes d'approvisionnement en poulets et en œufs, en lien avec l'épidémie de grippe aviaire qui sévit dans le pays depuis septembre, le « logement, eau et électricité » (+5,5%, soit +1,3 point) et les « transports » (+4,3%, soit +0,7 point). Par ailleurs, l'inflation des prix à la production (PPI) a atteint 4,6% au mois de novembre, après 5,8% au mois d'octobre – portée par les « produits alimentaires, boissons et tabac » (+4,7%, soit +1,2 point) et les « métaux, machines et équipements » (+6,8%, soit une contribution positive de 1 point). Le ralentissement de l'indicateur pourrait se répercuter sur les prix à la consommation, confirmant le recul de l'inflation observé au mois de novembre. Cette dynamique pourrait par ailleurs s'accroître dans les mois à venir, alors que le Ministre des Ressources Minières et de l'Énergie, M. G. Mantashe, a annoncé une baisse des prix des carburants, effective le 6 décembre (-0,65 ZAR pour l'essence, soit -2,8% et -2,4 ZAR pour le diesel, soit -9,9%)

– en lien avec la baisse des cours du pétrole (-6,9% au cours du mois d'octobre) et l'appréciation du rand face au dollar (+3,2% au cours du mois de novembre).

L'économie a créé 31 000 emplois au troisième trimestre (StatsSA)

D'après la dernière publication de *StatsSA* relative au marché du travail, 31 000 emplois ont été créés dans le secteur formel non agricole au troisième trimestre 2023 (pour un total de 10,18 M d'emplois), après la création de près de 106 000 postes de travail supplémentaires au trimestre précédent. Cette bonne performance est portée quasi-exclusivement par les services aux personnes (+42 000 emplois, soit +1,4%), et dans une moindre mesure par le commerce (+4 000 emplois, +0,2%). À l'inverse, le nombre de postes de travail s'est contracté dans trois secteurs sur sept, notamment les services aux entreprises (-7 000 emplois, -0,3%) et l'industrie manufacturière (-7 000 emplois, soit -0,6%), en lien avec les difficultés rencontrées dans les secteurs logistique et énergétique. Ces résultats, plutôt favorables, viennent confirmer la précédente étude de *StatsSA*, publiée le 15 août (*Quarterly Labour Force Survey* – enquête plus large, basée sur les réponses des ménages), qui évoquait une baisse du taux de chômage de 0,7 point, à 31,9% de la population active. La publication confirme par ailleurs la précarisation du marché du travail sud-africain : la nette progression du nombre de postes à temps partiel (+34 000, soit +2,5%) masque en effet une diminution des emplois à temps plein (-3 000 emplois soit -0,1%). Le salaire mensuel moyen des employés dans le secteur formel non-agricole a par ailleurs augmenté de 0,9% par rapport au trimestre précédent, pour atteindre 26 086 ZAR (1 286 EUR), un niveau toujours inférieur à l'inflation moyenne sur la période (+1,5%), ce qui traduit une diminution du pouvoir d'achat des ménages.

Botswana

La banque centrale abaisse son taux directeur de 0,25 point à 2,4% (*Bank of Botswana*)

Le 7 décembre, le comité de politique monétaire de la Banque centrale (*Bank of Botswana*) a décidé de réduire son taux directeur à 2,4%. L'institution justifie sa décision par le faible niveau de l'inflation, qui, à 3,1% en octobre, se situe dans la fourchette basse de sa cible (fixée entre 3 et 6%). La croissance du PIB, qui a atteint 5% de juin 2022 à juin 2023 (contre 6,7% de juin 2021 à juin 2022), est portée par les réformes économiques et les politiques macroéconomiques de soutien du gouvernement. L'économie devrait cependant continuer d'opérer en deçà de sa pleine capacité à court terme, limitant le risque de nouvelles pressions inflationnistes. La Banque anticipe en effet une inflation de 4,9% en 2024 et 4,7% en 2025. Pour rappel, à contre-courant des décisions prises par les autres institutions monétaires de la sous-région australe, la *Bank of Botswana* avait maintenu une politique accommodante au cours du Covid (taux directeur inchangé depuis août 2022 à 2,65%), malgré une inflation élevée (pic de 14,6% en août 2022). Elle estime désormais que le contexte est favorable à une baisse des taux directeurs, tout en soulignant plusieurs risques : la hausse des cours mondiaux de matières premières, les contraintes logistiques et l'accentuation de la fragmentation géo-économique au niveau mondial. Le prochain comité de politique monétaire aura lieu le 22 février.

Ouverture d'un centre de données Orange à Gaborone (*Orange*)

Orange a annoncé début décembre l'ouverture d'un centre de données de niveau 3 (sur une échelle de 1 à 4) d'une valeur de 5,2 M USD dans le parc scientifique et technologique *Botswana Digital Innovation Hub*, à Gaborone. Cela va permettre le déploiement d'un meilleur réseau 5G Orange dans le pays, lancé l'année dernière. Néné Maïga, directrice d'Orange Botswana, a déclaré que le centre "crée un environnement propice à l'échange d'idées, au développement de solutions innovantes et à l'accélération du progrès technologique au Botswana et au-

delà". Ainsi, l'opérateur télécom étend son réseau de centres de données en Afrique qui compte notamment l'Égypte, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Maroc et le Burkina Faso. Depuis 2022, Orange dispose par ailleurs d'un *digital center* au Botswana, destiné à former l'écosystème des talents locaux.

Namibie

Le FMI conclut sa mission annuelle dite « article IV » (FMI)

Le 7 décembre, le FMI a publié son rapport d'analyse économique « Article IV », validé par le Conseil d'administration à l'issue d'une procédure de non-objection. Le FMI souligne l'amélioration générale de l'environnement macroéconomique du pays en 2023. La production a dépassé son niveau pré-pandémie (croissance estimée à 3,2% pour 2023, contre 4,6% en 2022), portée par le secteur minier et la reprise du tourisme. Elle devrait ralentir à 2,7% en 2024. L'inflation, qui avait bondi en 2022 (pic à 7,3% en août 2022), devrait être inférieure à 6% à la fin de l'année. Le déficit fiscal devrait se réduire à 3,9% du PIB sur l'exercice 2023/24 (contre 5,3% l'exercice précédent), grâce à des recettes douanières élevées et à des investissements importants dans le domaine minier. La dette publique se réduirait ainsi à 66,1% du PIB sur l'exercice (-2,6 points). L'institution financière souligne néanmoins plusieurs risques, dont la volatilité des recettes en provenance de la *Southern African Customs Union* (SACU), premier poste de recettes du pays. Elle alerte sur le niveau élevé des dépenses publiques, grevé par le poids des salaires du secteur public et le service de la dette, et recommande la mise en place de réformes structurelles (meilleure adéquation des formations aux besoins des entreprises, allègement des cadres réglementaires), afin que le pays puisse bénéficier pleinement des découvertes minérales et de l'investissement dans les énergies vertes (hydrogène vert). Elle alerte également sur le niveau toujours élevé du déficit du compte courant (10,7% du PIB, après un pic de 12,8% du PIB en 2022).

Zambie

La Bank of Zambia modifie la méthode d'émission des bons du Trésor (Bank of Zambia)

Le 6 décembre, la Banque centrale zambienne a annoncé une modification de la méthode d'émission des bons du Trésor à partir de janvier 2024. Conformément à une recommandation du FMI (émise à l'occasion de la deuxième revue du programme de Facilité Elargie de Crédit) devant être réalisée avant le mois de mars 2024, les obligations du gouvernement seront désormais émises au pair sur le marché des obligations et non plus à escompte. Elles seront ainsi vendues au montant de leur valeur nominale (une obligation de valeur faciale de 100 ZMW sera vendue à 100 ZMW) et non plus à une valeur escomptée (une obligation de valeur 100 ZMW était jusqu'ici vendue 60 ZMW, soit une dépréciation de 40%). Le taux du coupon sera désormais déterminé lors de l'adjudication, correspondant au taux de rendement (*yield*) accepté le plus élevé. La réémission des obligations existantes et la renégociation des titres sur le marché secondaire seront réalisées à conditions de marché. Cette modification vise à rendre plus transparents les coûts de financement et les taux, et à renforcer l'attractivité des investissements dans les bons du trésor, en comptant sur une hausse des taux de rendement. Le 4 décembre, l'agence de notation Fitch a réévalué sa notation souveraine en monnaie locale à CCC+ (+1 rang) avec une perspective d'évolution positive.

Zimbabwe

Potentielle découverte de gisements de gaz au Zimbabwe (MoneyWeb)

Invictus Energy, société cotée à la bourse australienne, a annoncé une importante découverte de gaz à Mukuyu, dans le nord du Zimbabwe, qui représente, selon ses dirigeants, l'un des développements les plus significatifs dans le secteur pétrolier et gazier de ce pays d'Afrique australe. Le nouveau ministre des mines et du développement minier du pays, M. Soda Zhemu, a salué la découverte pour son potentiel impact positif sur l'économie et la

diversification du mix énergétique du Zimbabwe.

Le gouvernement zimbabwéen et Invictus ont souligné que la découverte doit encore être confirmée par les tests et l'exploration en cours. Quatre échantillons d'hydrocarbures ont été récupérés dans le puits Mukuyu-2, confirmant les découvertes antérieures du puits Mukuyu-1, situé à sept kilomètres de là. La dernière découverte « confirme l'important potentiel du champ de Mukuyu, qui présente une fermeture structurale de plus de 200 km² », a déclaré M. Scott Macmillan, directeur général d'Invictus, dans un communiqué. D'autres forages sont nécessaires pour confirmer l'étendue de la découverte.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	14/12/2023	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,49 ZAR	2,0%	1,3%	-4,9%	-8,1%
Angola	828,8 AOA	0,0%	-0,1%	-39,1%	-39,2%
Botswana	13,4 BWP	0,8%	0,6%	-5,0%	-5,7%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	24,5 ZMW	-1,4%	-6,9%	-28,1%	-26,2%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr